NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

Les media d'OTC (Organisation Terre & Culture)

---

1. **Euronews**

23 décembre 2020

Dans le Haut-Karabakh, une frontière traverse désormais le village de Taghavard

Dans le Haut-Karabakh, une frontière traverse désormais le village de Taghavard (euronews.com)

La guerre dans le Haut-Karabakh a eu pour conséquence de diviser en deux la localité arménienne de Taghavard. Si les Arméniens occupent toujours une partie du village, l'autre a été conquise par l'Azerbaïdjan.

Le conflit déclenché par Bakou a conduit au déplacement de 400 personnes de cette localité. Parmi elle, Susanna, qui est désormais réfugiée à Stepanakert, la capitale de l'Artsakh (nom arménien du Haut-Karabakh).

"Nous nous sommes réveillés, nous avons entendu qu'ils tiraient déjà sur le village, et nous n'avons pas eu le temps de prendre quoi que ce soit" raconte-t-elle.

"Nous sommes juste sortis avec les vêtements que nous avions. Quand nous avons appris qu'un accord de cessez-le-feu avait été signé, nous sommes retournés à Stepanakert. Maintenant, nous essayons de nous adapter un peu au fait que nous allons devoir rester ici" soupire-t-elle.

"Notre maison me manque, nos voisins, même les fleurs du jardin" déplore-t-elle.

Nous nous sentons à 30% en sécurité

Depuis la fin du conflit, les Arméniens qui sont revenus à Taghavard restent préoccupés. Le village, désormais coupé en deux, est traversé par une frontière de trente mètres, séparant les habitants des forces armées azerbaïdjanaises. Au milieu, trône un drapeau russe, la force d'interposition chargée de faire respecter le cessez-le-feu.

"Avant cette guerre, nous nous sentions à 98% en sécurité, mais maintenant nous nous sentons à 30% en sécurité" indique Samvel Atayan. Il est le premier à être rentré dans son village avec sa femme et ses enfants à l'issue de la guerre. "Je n'ai pas peur, j'ai vu tellement de choses dans ma vie" poursuit-il, "mais mes enfants ont peur. Je ne sais pas si c'est possible de vivre ici".

Pendant la guerre, les habitants du village défendaient leurs maisons, mais depuis, l'armée arménienne les a remplacés. La nouvelle frontière qui traverse le village inquiète les Arméniens, d'autant plus que leur cimetière est resté de l'autre côté, sous le contrôle de l'Azerbaïdjan.

_____-
_____

2. **Le Journal du Dimanche**

20 décembre 2020

Turquie : pas de Noël pour Erdogan à la mosquée Sainte-Sophie

Turquie : pas de Noël pour Erdogan à la mosquée Sainte-Sophie (lejdd.fr)

Le président Erdogan termine l'année en multipliant les aventures militaires et en réprimant les oppositions internes. La transformation l'été dernier de la basilique chrétienne d'Istanbul en mosquée a meurtri la minorité chrétienne turque.

Recep Tayyip Erdogan aime les symboles. La prière du vendredi figure parmi les plus forts. Or, cette année, le 25 décembre tombe un vendredi. A-t-il anticipé ce

moment? Probable. Parce que lorsque le dirigeant turc recommence à moins d'un mois de la célébration des fêtes chrétiennes à assister à la prière du vendredi en s'agenouillant au cœur de l'ex-basilique Sainte-Sophie, il ne laisse rien au hasard. Erdogan rappelle que le joyau byzantin n'est plus un musée offert aux yeux du monde, mais bel et bien un lieu de culte musulman où les croyants viennent désormais célébrer Allah.

« Pas un coup de fil, rien, on ne nous a pas prévenus et encore moins expliqué »

A 74 ans, la conservatrice du musée Sainte-Sophie, Zeynep Ahundy, a vu son monde s'écrouler. Elle est assise, là, dans un café de la célèbre place Taksim, à Istanbul. Fragile, hébétée. Une lettre de démission remisée dans un tiroir en attendant qu'un jour, peut-être, le téléphone sonne. Et que quelqu'un au bout du fil lui explique. Pourquoi vendredi 10 juillet 2020, Recep Tayyip Erdogan a décidé sans coup férir de transformer l'église Sainte-Sophie en mosquée. Pourquoi dans la foulée, le musée de la Chora, site classé au patrimoine de l'Unesco, a subi le même sort. "J'étais chez moi, confinée, lorsque j'ai appris la nouvelle à la télévision, dit-elle. Nous ne sommes que six au comité de conservation Sainte-Sophie. Mais pas un coup de fil, rien, on ne nous a pas prévenus et encore moins expliqué." Mieux ou pire, le lendemain de cette décision très politique, toutes les plaques indiquant musée Sainte-Sophie, et installées sur les portes des bureaux proches de l'édifice, disparaissaient. Une nouvelle page de l'histoire de la Turquie se tournait.

Frapper un grand coup

"C'est un double message, décrypte le politologue Ahmet Insel. Au niveau international, Erdogan a lancé un défi à l'Occident et s'est aussi posé comme le grand protecteur des sunnites, notamment par rapport à son voisin saoudien. Sur le plan intérieur, la crise économique l'a fragilisé et il rassure ainsi sa base électorale, qui s'érode lentement mais sûrement." Il lui fallait donc frapper un grand coup. Revenir aux sources d'une conquête inachevée. L'église de la Sainte-Sagesse ("Hagia Sophia" en transcription du grec), Sainte-Sophie, qui surplombe la mer de Marmara, est une splendeur qui n'a jamais cessé d'être convoitée. Construite au VIe siècle par l'empereur Justinien, elle connaît une première transformation en mosquée en 1453, juste après la conquête ottomane de Constantinople. Puis en 1934, Mustafa Kemal Atatürk s'affranchit des deux religions et en fait un musée. Les mosaïques chatoyantes byzantines s'offrent alors aux regards des visiteurs transportés. "Au fond, le gouvernement à l'époque a touché au sacré, se lamente la conservatrice Zeynep Ahundy, dans le sens que cela avait dépassé les religions, c'était devenu un endroit ouvert à tous."

C'est une manière de faire perdurer la guerre culturelle entre les modernistes laïques et les conservateurs islamistes

Si le journaliste Yusuf Kaplan, chroniqueur au *Yeni Şafak*, qui sert quasiment de porte-voix au gouvernement, est persuadé du bien-fondé de la décision de son président, d'autres, nombreux, admettent que Erdogan y est allé à reculons. Fin stratège, véritablement pieux et respectueux de la ferveur religieuse de tout croyant, il a donné son feu vert acculé par ses alliés, notamment ceux de la droite nationaliste conservatrice. "En réalité, la question n'était pas nouvelle, enchaîne Ahmet Insel, elle s'est posée quasiment tout de suite après la mort d'Atatürk. C'est une manière de faire perdurer la guerre culturelle entre les modernistes laïques et les conservateurs islamistes."

Erdogan aurait donc hésité, invoqué les équilibres politiques. D'ailleurs, dès son arrivée au pouvoir, il donnait des gages aux minorités qui connaissaient un vent de libéralisation inédit. "Dans les années 2000, c'est indéniable, souligne l'homme d'affaires chrétien, Alex Kapuadag. Il a fait rouvrir des églises, d'autres ont été restaurées, mais c'est à partir de 2010-2011 que tout a changé." La marge de manœuvre d'Erdogan se rétrécit avec la crise économique. "Il a voulu affirmer l'indépendance de la Turquie, souligne Miran Manukyan, un journaliste arménien de l'hebdomadaire libéral *Agos*. Alors, oui, c'est une démonstration de force à l'international mais pour nous chrétiens, il y a des conséquences. Les discours de haine sur les réseaux sociaux se normalisent. Nous sommes toujours perçus comme la cinquième colonne de l'Occident."

200.000 chrétiens en Turquie

Il reste quelque 200.000 chrétiens en Turquie dont 50.000 Arméniens et 3.000 Grecs orthodoxes. "Des bijoux, voilà ce que nous étions pour Erdogan et nous sommes désormais convoités par ses alliés politiques encombrants et qui ont d'autres visées", déclare encore avec humour, l'homme d'affaires Alex Kapuadag. S'il affiche une forme de décontraction identitaire, d'autres sont beaucoup plus soucieux. Et rappellent les incidents qui se multiplient. Assassinats, écoles taguées, églises incendiées. Pour Ahmet Insel, "on est loin d'un pogrom immédiat", mais la transformation de Sainte-Sophie a quand même été perçue comme un geste augurant de nouveaux problèmes pour les minorités chrétiennes. "Cela fait longtemps qu'on ne vit plus dans un pays laïque, soupire Murad Mihçi, un Arménien qui a milité au parti kurde d'opposition HDP. La Turquie est le pays où le nombre d'Arméniens qui prennent le chemin de l'exil est le plus élevé dans le monde arabo-musulman. On ne peut qu'y voir une menace. "

D'autant que dans la foulée, en août dernier et en toute discrétion, Saint-Sauveur-in-Chora,

qui fut d'abord une église puis une mosquée avant d'être transformée en musée, subit le même sort que Sainte-Sophie. Un petit homme aux cheveux grisonnants en fait le tour et photographie avec minutie les images de la Vierge Marie qui bientôt disparaîtront sous des bâches. Un touriste? Non. C'est le conservateur de Chora, également membre du comité de Sainte-Sophie, qui de façon presque coupable, immortalise ces joyaux religieux. L'homme a un devoir de réserve. Mais ses regards en disent long. Il n'est pas le seul ce matin-là à venir regarder une dernière fois la mère de Jésus. Un étudiant des Beaux-Arts, un imam avec sa femme, des guides touristiques locaux visiblement très émus, et une famille bulgare dont la mère, encore toute chamboulée, raconte que la veille elle s'est rendue à Sainte-Sophie qu'elle visite régulièrement depuis sept ans. "Et pour la première fois, j'ai dû me couvrir les cheveux... "

_____-
_____

3. **RCF Radio**

23 décembre 2020

"Les petites Arménies de la vallée du Rhône" par Boris Adjemian

Invité : Boris Adjemian, historien
"Les petites Arménies de la vallée du Rhône" par Boris Adjemian (rcf.fr)

_____

4. **Le Monde**

25 décembre 2020
Par Paul Tavignot

Au Kelbajar, Bakou se bat contre les montagnes

Au Kelbajar, Bakou se bat contre les montagnes (lemonde.fr)

Après la victoire, l'Azerbaïdjan peine à reprendre pleinement possession d'une région connectée à l'Arménie.

Le bulldozer crache une longue colonne de fumée noire. Il s'ébroue quelques instants, puis cale de nouveau, barrant la piste descendant du col Omar, situé à 3 300 m d'altitude. Cette fois, la dizaine de militaires azerbaïdjanais s'affairant sur l'énorme engin jettent l'éponge. Le

major Eïnoullaev ordonne aux camions bloqués de chaque côté de l'obstacle de faire demi-tour. Plus rien ne passera ce jour, et peut-être les suivants, sur l'unique route reliant l'Azerbaïdjan avec le Kelbajar, l'un des sept districts du Karabakh reconquis aux dépens de l'Arménie au terme de quarante-quatre jours de combats. Dans ce district dépeuplé et contrôlé exclusivement par l'armée azerbaïdjanaise depuis le retrait complet des forces arméniennes le 25 novembre, on se fraye un passage difficile.

Chaque jour, un ballet de camions militaires Kamaz à six roues motrices transportent vivres, matériaux de construction et militaires vers le Kelbajar sur la *« route du Mourovdag »* du nom d'une chaîne culminant à 3 724 mètres et séparant la vallée de la Koura au nord, et le Karabakh au sud. Une piste de montagne caillouteuse et escarpée, longue de 50 km, qui fut bloquée pendant vingt-sept ans au niveau du col par la ligne de défense arménienne du Haut-Karabakh. Dans cette zone battue par les vents, les abords de la piste sont minés et les fréquentes chutes de neige achèvent de recouvrir les épaves de blindés détruits. Les conditions hivernales interdisent la piste aux 4 × 4, incapables de grimper, et surtout de descendre, sans danger, les pentes verglacées. Même les camions 6 × 6 aux pneus chaînés patinent et risquent à chaque lacet des sorties de route mortelles sur cette piste, vulnérable en outre aux avalanches et aux chutes de rochers.

Bakou n'a pas d'autre option pour ravitailler le Kelbajar, une région sauvage, naturellement enclavée par de hautes montagnes et dont l'isolement est encore accentué par la situation politique. La seule autre route existante est un axe est-ouest traversant la zone, connue comme la « route Vardenis-Agdere ». Mais elle est bloquée à l'ouest par la frontière avec l'Arménie et à l'est par les forces russes de maintien de la paix protégeant les Arméniens du Haut-Karabakh. C'est la seule route asphaltée du district.

« Ils n'ont rien construit, rien »

« La situation va s'arranger au printemps », croit Vougar Mamedov, 46 ans, un fonctionnaire de Ganja, de retour pour la première fois au Kelbajar après en avoir été chassé avec sa famille par l'invasion arménienne il y a vingt-sept ans. *« Les Russes vont rouvrir la route d'Agdere* [vers Bakou] *parce que c'est stipulé dans la déclaration de cessez-le-feu »*. M. Mamedov brûle d'impatience de revoir sa maison d'enfance. Il se doute qu'elle est probablement en très mauvais état, et réfléchit déjà à sa reconstruction. *« Evidemment, je dois attendre que la route d'Agdere soit libre, parce qu'il est impossible d'acheminer des matériaux de construction à travers le Mourovdag »*. [La suite est réservée aux abonnés.]

_____
6666666666666666666

5. **Les Nouvelles d'Arménie**

27 décembre 2020

Pourquoi la guerre du Haut-Karabagh ?

par Tigrane Aslanian

L'intangibilité des frontières héritées de la colonisation est un principe absolu auquel adhère la totalité des pays membres de l'ONU. Les autres arguments comme ceux présentés par les Arméniens pour justifier une éventuelle indépendance du Haut-Karabagh (le Haut-Karabagh est peuplé d'Arméniens pas d'Azéris, nous Arméniens sommes là depuis 2500 ans, nous avons ici nos monuments historiques, nous parlons une autre langue, nous pratiquons une autre religion, même l'écriture est différente) n'ont absolument aucune valeur. Le seul fondement du droit international est le décret de Staline du 4 juillet 1921 rattachant le Haut Karabagh à l'Azerbaïdjan.

Le cas du Katanga

Le 11 juillet 1960, le leader séparatiste Moïse Tshombé proclamait l'indépendance du Katanga depuis Elisabethville l'actuelle Lubumbashi. Une sécession qui précipita le Congo tout juste indépendant dans une sanglante guerre civile sur fond de guerre froide. Et aussitôt ce fut haro sur le baudet, La guerre civile prit une dimension internationale, avec l'invention des casques bleus contre les Katangais, une force internationale envoyée par l'ONU pour mettre fin à une sécession inacceptable. Moïse Tshombé s'exila en Espagne quand les Nations unies mirent fin à la sécession en janvier 1963. Troublant la « pax Mobutu », le Katanga refit parler la poudre en 1978, quand des rebelles séparatistes s'emparèrent de la cité minière de Kolwezi où ils tuèrent Congolais et Occidentaux. Ils s'en prenaient surtout aux Français, qu'ils accusaient d'être des mercenaires. Mobutu mobilisa ses soutiens étrangers, et la France envoya ses parachutistes de la Légion étrangère pour mater la rébellion.

La bataille de Kolwezi : Entrée dans la légende de l'armée française, la bataille de Kolwezi fit plus de 1 000 morts. Les derniers nostalgiques de Tshombé reprirent de loin en loin les armes. En mars 2013, près de 250 combattants du mouvement « Kata Katanga » (détacher le Katanga) défièrent une dernière fois les forces de sécurité à Lubumbashi (une trentaine de morts), avant de se rendre… aux Nations unies

Le cas du Biafra

Le Nigeria, lui aussi indépendant en 1960, est un pays immense peuplé à l'époque de 40 millions d'habitants (aujourd'hui plus de 100 millions). Les Ibos au Igbos au sud-est sont

chrétiens, alors que la plupart des Nigérians au nord, Haussas et Yorubas, sont musulmans. Cela commença par des pogroms anti-ibos. 30 000 Ibos installés dans le Nord furent massacrés en 1966. Des massacres reprirent la même année contre les quelques Ibos encore restés dans le Nord et qui ne s'étaient pas réfugiés dans la province à majorité Ibo située dans le Sud-Est. Et comme les pogromes ne suffisaient pas, le pouvoir central modifia la constitution enlevant à la province Ibo su Sud-Est ses pouvoirs et ses revenus.

Le 26 mai 1967, le Conseil consultatif de la région de l'Est vota la sécession de la région. Le 30 mai Ojukwu, le gouverneur, proclama l'indépendance de la région, qui prit le nom de République du Biafra, avec Enugu pour capitale. L'armée biafraise comptait alors environ 100 000 hommes. L'état d'urgence décrété au Nigeria le 26 mai 1967 permit au gouvernement central d'instaurer des mesures policières visant à reprendre le contrôle du Biafra. La guerre éclata. Fin 1969 la rébellion biafraise était définitivement écrasée. Elle aura fait un million de morts. Mais qu'est-ce que un million de morts face au respect de la sacro-sainte intangibilité des frontière héritées de la colonisation. ?

De Gaulle voulait soutenir le Biafra, espérant diminuer l'influence britannique et le poids d'un géant anglophone en Afrique de l'Ouest. Mais il ne pouvait pas le faire ouvertement, toujours en raison du sacro-saint principe. Cinq pays reconnurent l'indépendance du Biafra : le Gabon, la Côte d'Ivoire, la Tanzanie, la Zambie et Haïti.

D'autres exemples

On pourrait multiplier les exemples, parler de l'écrasement de la rébellion tamoule à Ceylan dans l'indifférence générale. Et que dire du Tibet ? Les Américains, qui enverront jusqu'à 500 000 hommes au Viet Nam pour lutter contre le communisme, ne bougèrent pas le petit doigt quand Mao Tsé Toung occupa ce qui était censé être une province chinoise. En Europe il ya eu, et il y a toujours, le cas de la Catalogne. Les leaders catalans furent arrêtés et jugés pour avoir organisé un référendum illégal. Et une fois de plus la communauté internationale approuva, en particulier l'UE. Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker déclara qu'il ne souhaitait pas que la Catalogne devienne indépendante, craignant un effet domino en Europe. « Si nous laissons la Catalogne se séparer — mais ce n'est pas notre affaire —, d'autres le feront. Je ne souhaite pas cela », avait-il martelé dans un discours devant des étudiants à l'université du Luxembourg. Il s'était dit « très inquiet » face aux menaces séparatistes en Europe. « Je ne veux pas d'une Union européenne qui comprendrait 98 États dans 15 ans. C'est déjà relativement difficile à 28, pas plus facile à 27, mais à 98, ça me semble impossible », avait ajouté Juncker, appelant à « la responsabilité de tous les acteurs ». 98 pays ! Amusant de la part de l'ancien premier ministre du Luxembourg. Si tous les États d'Europe avaient la taille du Grand Duché, il y aurait plus de 98 pays ! (Pourquoi précisément 98 et non pas 97 ou 99 ?).

Le cas du Haut-Karabagh

Venons-en à l'Arménie. L'affaire commença comme au Nigeria, par des pogromes, des pogromes anti-arméniens, en particulier à Soumgaït, une banlieue de Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan. 500 000 Arméniens fuirent le pays. Les Arméniens réclamaient l'indépendance du Haut-Karabagh, peuplé à 95% d'Arméniens. C'est Staline qui avait donné le Haut-Karabagh à l'Azerbaïdjan par son décret du 4 juillet 1921. Dans le même texte il donnait une autre province, arménienne, le Djavakh (ou Javakh), à la Géorgie. Et ce décret du 4 juillet 1921 est désormais le fondement du droit international.

Mais, à la différence du Katanga, du Biafra, ou de l'Eelam ceylanais, le Haut-Karabagh fut soutenu par son voisin, l'Arménie nouvellement indépendante. En 1994, les Arméniens avaient gagné la guerre, mais l'indépendance de Haut-Karabagh ne fut reconnue par personne. La guerre reprit donc le 27 septembre 2020. Cette fois-ci les Azerbaïdjanais sont vainqueurs, pour nombre de raisons : pays plus peuplé, plus riche, mieux armé, soutenu par la Turquie, etc. Mais une fois de plus le discours quant à l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation fait chorus.

Ainsi l'Iran. Mardi 3 novembre 2020, dans un discours télévisé, le guide suprême, Ali Khamenei a appelé les deux voisins de l'Iran à cesser les hostilités et à ne pas violer « les frontières internationales ». L'ayatollah a assuré Bakou de son soutien politique : « Bien entendu, les territoires dont s'est emparée l'Arménie doivent être libérés et rendus. Ces terres appartiennent à l'Azerbaïdjan, qui a plein droit dessus. Mais, la sécurité des Arméniens qui y vivent doit être assurée ». Voilà un pays ami et allié de l'Arménie, laquelle Arménie avait refusé d'entrer dans le boycott de l'Iran imposé par Trump, voilà l'ennemi juré d'Israël, allié de l'Azerbaïdjan, qui prend parti pour l'Azerbaïdjan. C'est que sacro-saint principe de l'intangibilité des frontières s'applique particulièrement à l'Iran. L'Iran a une minorité kurde, une minorité arabe (dans le Khouzistan) et une importante minorité azérie (entre 16 et 25 % de la population iranienne selon les estimations soit entre 12,7 et 15 millions d'Azéris en Iran, contre 10 millions d'habitants dans l'Azerbaïdjan indépendant qui ne sont pas tous Azéris). De même la Géorgie, qui a laissé passer les armements turcs sur son territoire, possède une province arménienne que lui a offerte Staline.

Et l'Azerbaïdjan l'a emporté grâce au soutien militaire turc. Cette Turquie qui envoie des mercenaires en Lybie, intervient à Chypre, entend forer dans les eaux territoriales grecques et transforme Sainte-Sophie en mosquée. On pourrait penser que pour toutes ces raisons la communauté internationale, exaspérée par les rodomontades d'Erdogan, soutiendrait l'Arménie. Pas du tout. Rien ne déroge au principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation. Erdogan le savait et jouait sur du velours.

In n'existe que deux moyens pour une région, une province d'obtenir son indépendance. La première est que l'indépendance est accordée par la puissance coloniale. C'est le cas de la plupart des pays d'Afrique et d'une grande partie des pays d'Asie. La seconde est que les

provinces décident ensemble de se séparer. C’est le cas de l’URSS, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie.
Parlons de la Yougoslavie. Apparemment c’est simple : six républiques fédérées, la Slovénie, la Croatie, la Serbie, le Monténégro, la Bosnie et la Macédoine se séparent. Pour la Slovénie, le Monténégro et la Macédoine ce fut effectivement très simple. Pour le reste ce fut très compliqué. Pourquoi ? Parce que, si la Croatie et la Serbie sont des États homogènes, une grande partie de la population de Bosnie est serbe ou croate. La logique aurait voulu que la partie croate de la Bosnie (l’Herzégovine) rejoigne la Croatie et la partie serbe rejoigne la Serbie. Mais une fois de plus on ne touche pas aux frontières issues du découpage titiste. À cause de ce principe il y eu une guerre atroce.
Il n’y a qu’une seule exception : l’indépendance du Kosovo, détaché de la Serbie, proclamée le 17 février 2008. Pourquoi ? Parce que Milosevitch, le président serbe, posait beaucoup plus de soucis qu’Erdogan.
Finalement, entre le 24 mars 1999 et le 10 juin 1999, l’OTAN procéda à des frappes aériennes sur la Serbie (Opération Force alliée) et contraignit Milosevitch à se retirer du Kosovo. La région passa sous l’administration des Nations unies en vertu de la résolution 1244 du Conseil de sécurité en date du 10 juin 1999. Près d’un million de Kosovars revinrent progressivement sur leurs terres. Le Kosovo était devenu indépendant grâce à un nouveau concept, comme l’explique un groupe d’universitaires dans le texte d’une pétition Il y a une nouvelle approche : la « sécession remède » (remedial secession en anglais), un concept émergent dans le droit international depuis un demi-siècle environ. L’idée est celle-ci : l’intangibilité des frontières prime sauf en cas d’extrême nécessité, lorsque l’intégrité physique de la population qui demande son autodétermination est en danger. Cet argument avait prévalu lors de la déclaration d’indépendance du Kosovo en septembre 2008, suivie de sa reconnaissance par une grande partie de la communauté internationale. Outre le fait que le Kosovo est peuplé à 90 % d’Albanais, sa population avait été victime, au moment du démembrement de la Yougoslavie, de crimes de guerre perpétrés par l’État serbe, rendant inconcevable la coexistence dans le même État des Albanais du Kosovo et des Serbes. Les puissances avaient insisté à ce moment-là sur le fait que le Kosovo ne pourrait servir de précédent. Et effectivement il ne constitue pas un précédent pour le Haut-Karabagh..
Mais apparemment les crimes de guerre d’Aliev, le président de l’Azerbaïdjan, ne sont pas assez graves aux yeux de la communauté internationale. On pouvait espérer que les frasques d’Erdogan amèneraient une intervention du même genre que celle de l’OTAN au Kosovo. Mais la Turquie n’est pas la Serbie. 82 millions d’habitants et une des premières armées de l’OTAN.
Et encore, l’indépendance du Kosovo se heurte-t-elle à des résistances. Seuls 111 pays l’ont reconnue. Le Kosovo n’a pu entrer ni à l’ONU (résolution 1244), ni à l’UNESCO (novembre

2015).

On peut comprendre l’application de cette sacro-sainte règle en Afrique-noire. Ces États ne sont pas des États-nations mais des États artificiels résultant d’un découpage colonial. Le Nigeria se compose de 250 ethnies. Si on accorde l’indépendance aux Ibos du Biafra, pourquoi ne pas l’accorder aux Yorubas, aux Haoussas, etc. ? Mais ce raisonnement est-il valable pour la vieille Europe, Caucase compris, composé de véritable États-nations qui ont leur langue, leur littérature, leur histoire, leurs monuments ?

Derniers événements

Le 11 décembre les 27 membres de l’UE n’ont décidé que des sanctions symboliques contre la Turquie. Et ceci uniquement à cause de ses forages illégaux en Méditerranée. Les mots Haut-Karabagh, Arménie, Azerbaïdjan n’ont même pas été prononcés. Résultat Aliev et Erdogan se croient tout permis.

Ainsi l’ Azerbaïdjan n’hésite-t-il pas à grignoter du terrain non seulement dans la partie du haut Karabagh qui lui échappe encore (villages de Hin Taghlar et Khtsaberd) mais en Arménie même. Dans son discours lors du défilé militaire organisé à Bakou le 10 décembre en présence du président turc Recep Tayyip Erdogan, pour célébrer la victoire, le président de l’Azerbaïdjan, Ilham Aliev, a clairement annoncé la couleur, rapporte le site Panarmenian : “Zanguezour, Gueuïtcha et Irevan [région d’Erevan] sont les terres historiques des Azéris. Depuis dix-sept ans, je répète que si l’Arménie ne nous rend pas nos terres, nous réglerons cette question par la voie militaire.” Rien que cela ! Erévan, à lui seul représente 1.350.000 habitants sur les à peine 3 millions que compte l’Arménie.

À son tour, Erdogan a évoqué dans son discours Enver Pacha, ministre ottoman de la Défense et l’un des trois principaux instigateurs du génocide arménien de 1915 : “Enver Pacha et tous les héros du monde turc ont trouvé la paix [après la victoire dans la deuxième guerre du Karabakh].” Puis il a fait l’éloge de l’Armée islamique du Caucase, une unité militaire de l’Empire ottoman active pendant la Première Guerre mondiale en Orient.

Et la communauté internationale ? Aliev et Erdogan s’en moquent complètement. Recevant le samedi 12 décembre les représentants du groupe de Minsk (Etats-Unis, Russie et France) chargé par l’OSCE de trouver une solution au conflit du Haut Karabagh Aliev leur à déclaré : « Je vous écoute, car c’était votre idée de venir ici. Devant les caméras, je veux vous le répéter, je ne vous ai pas invité ici, mais une fois que vous êtes arrivé, parlez devant les caméras. Si vous ne voulez pas parler devant les caméras, vous partirez ». Et il a ajouté parlant des Arméniens : « Ils doivent savoir que si le fascisme arménien relève de nouveau la tête, cette fois, nous les détruirons complètement. Que personne n’en doute ».

Tigrane Aslanian

Auteur du guide Arménie chez Peuples du Monde

par Ara Toranian le dimanche 27 décembre 2020

---

6. **Franceinfo**

25 décembre 2020

Le Noël est amer en Arménie après la défaite dans le Haut-Karabakh

Le Noël est amer en Arménie après la défaite dans le Haut-Karabakh (francetvinfo.fr)

Dans ce pays où la majorité de la population est chrétienne, beaucoup d'habitants ont le sentiment d'avoir été abandonnés par la communauté internationale. Et la rancœur de la foule est désormais dirigée contre le Premier ministre.

Un Noël de colère dans cette Arménie chrétienne, traumatisée par la défaite que lui a infligée dans la région du Haut-Karabakh l'Azerbaïdjan musulman soutenu par la Turquie de Recep Tayiip Erdogan. Un dossier abordé cette semaine en marge d'une conversation entre Emmanuel Macron et Vladimir Poutine, mais la communauté internationale a entériné de facto l'accord qui pour l'instant a mis fin à la guerre.

Grève générale et mobilisation

Près de 6 000 personnes ont trouvé la mort dans les deux camps au cours de ce conflit qui a duré un mois et demi. En Arménie depuis plusieurs jours, grève générale et mobilisation se poursuivent contre le gouvernement, accusé à la fois d'être responsable de la déroute militaire et d'avoir accepté la défaite.

Les manifestants ciblent le Premier ministre arménien Nikol Pachinian, porté au pouvoir en mai 2018 par une révolution pacifique et des grèves massives qui avaient elles-mêmes entraîné la démission de son prédécesseur. L'histoire semble donc bégayer, mais le contexte a totalement changé. Désormais la foule veut faire payer au chef du gouvernement l'échec de sa politique étrangère et militaire. Mardi dernier, les protestataires ont installé un

campement devant le siège du gouvernement.

Nikol Pachinian a l'intention de conserver le pouvoir

Début décembre le Premier ministre arménien avait indiqué qu'il ne démissionnerait pas. Il avait ignoré l'ultimatum de l'opposition, qui lui enjoignait de partir. Nikol Pachinian arguait de la priorité d'organiser le retour des prisonniers de guerre et le rapatriement des corps des victimes. Le chef du gouvernement arménien est un ancien journaliste aujourd'hui âgé de 45 ans, ex-figure de l'opposition et plusieurs fois élu député.

Nikol Pachinian a longtemps incarné l'espoir de remplacer les élites post-soviétiques corrompues. Mais la déroute des forces arméniennes et la perte de plusieurs territoires l'a discrédité aux yeux d'une partie de la population. Lundi dernier, des manifestants ont obligé Nikol Pachinian à mettre fin à une visite dans le sud du pays, déplacement censé participer au deuil national de trois jours à la mémoire des victimes de la guerre.

---

7. **Christianisme Aujourd'hui**

24 décembre 2020

Pendant ce temps, la terre tourne

Pendant ce temps, la terre tourne – Christianisme Aujourd'hui

En France, les protestants affichent leurs craintes face au projet de loi «sécurité globale», le Maroc normalise ses relations diplomatiques avec Israël, les Eglises en Algérie toujours fermées… L'actualité en bref.

100 protestants, pasteurs et membres de différentes Eglises de France ont signé une tribune le 2 décembre intitulée «Le courage des libertés». Une déclaration engagée, initiée par Joël Dahan et ses collègues de la pastorale de Dordogne, pour revendiquer publiquement leurs désaccords et craintes face au projet de loi de «sécurité globale». «Au nom de la lutte contre l'islamisme et le terrorisme, nous avons peur des répercussions, notamment pour nos associations partenaires», précisent-ils. «Nous craignons aussi les dégâts collatéraux sur les libertés religieuses.» Ils invitent les autorités à avoir «le

courage de répondre à la violence et aux peurs sans renoncer aux libertés qui fondent une démocratie.»

Sans surprise, Esaïe 41, 10 est le verset le plus recherché en 2020, d'après l'application de lecture de la Bible Youversion. En 2018 déjà, «N'aie pas peur, car je suis avec toi» arrivait premier parmi les versets évoquant la peur, la guérison ou la justice consultés cette année-là par 600 millions de personnes.

Les recherches de passages bibliques ont connu une hausse de 80%, alors que la crise a accru les sentiments d'insécurité et d'incertitude. Bobby Grunewald, fondateur de YouVersion se réjouit néanmoins que «dans toutes les difficultés, les gens continuent à chercher Dieu et se tournent vers la Bible pour trouver force, paix et espérance».

Le Maroc normalise ses relations avec Israël

Le 10 décembre, le Maroc est devenu le quatrième pays arabe à normaliser ses relations diplomatiques avec Israël. Avec pour contre-partie la reconnaissance de la souveraineté de Rabat sur le Sahara occidental par les Américains.

Mais à cette décision s'adjoint une première dans le monde arabe: l'histoire et la culture de la communauté juive seront bientôt enseignées aux élèves. «Permettre aux élèves marocains de connaître la totalité de leur histoire de tolérance, y compris le philosémitisme marocain, est un vaccin contre l'extrémisme», ont déclaré des associations juives.

Gilbert Léonian, le président de la Fédération des Eglises évangéliques arméniennes d'Europe, et pasteur francilien, révèle que leurs quartiers sont menacés par les diasporas turques et azerbaïdjanaises «alors qu'il lutte pour y maintenir l'amour chrétien», révèle-t-il à *Christianity Today*. La diaspora arménienne s'est particulièrement mobilisée pour soutenir le Haut-Karabakh, que les Arméniens appellent l'Artsakh, jusqu'à engager en France, un vote symbolique du Sénat dans le cadre d'un projet de résolution non contraignante reconnaissant l'indépendance de l'Artsakh, provoquant la colère de l'Azerbaïdjan. «Après nous avoir chassés de nos terres il y a 100 ans, ils nous poursuivent maintenant dans notre nouvelle patrie. (…) Le peuple arménien est à l'agonie et a besoin de la solidarité du monde entier. (…) Nous déplorons le silence coupable des autorités internationales», soutient-il.

En France, le comité d'éthique du ministère de la Défense donne son feu vert pour des recherches sur les «soldats augmentés». C'est ce qui ressort d'un rapport présenté le 4 décembre à la Ministre de la Défense, Florence Parly, à l'occasion d'un forum sur l'innovation dans l'armée. Bien qu'uniquement consultatif, le comité ouvre la porte à des recherches sur des techniques «invasives» qui ont pour but d'améliorer les capacités physiques et cognitives du soldat.

Fermés en mars à cause de la pandémie, depuis le mois d'août les autorités algériennes ont décidé de la réouverture progressive des lieux de culte. Cependant, à ce jour, aucune Eglise n'a été autorisée à reprendre ses activités. Les autorités locales de la *wilaya* de Tizi-Ouzou, en Kabylie ont notamment publié le 27 octobre une liste des lieux de culte autorisés à rouvrir. 183 mosquées sont concernées dans cette province où vit la majorité des chrétiens algériens. Certaines accueillent moins de 1000 fidèles, contrairement aux premières annonces gouvernementales. Mais aucune Eglise n'a encore été autorisée à reprendre ses cultes. C'est le signe de discrimination et d'injustice, pour un observateur cité par Portes Ouvertes.

---

8. **Les Nouvelles d'Arménie**

28 décembre 2020

L'Azerbaïdjan prétend qu'il y a eu une attaque arménienne, avec un soldat tué

Bakou, 28 déc 2020 (AFP) – L'Azerbaïdjan a annoncé lundi qu'un de ses soldats avait été tué dans une attaque arménienne, un nouvel incident armé témoignant de la fragilité du cessez-le-feu régnant depuis moins de deux mois aux abords du Nagorny Karabakh.
L'incident a eu lieu dimanche après-midi, selon le ministère azerbaïdjanais de la Défense, près du village d'Agdam, conquis par les forces de Bakou à l'issue du conflit meurtrier de l'automne avec les séparatistes arméniens de cette région.

« A la suite de cette attaque (…) un soldat a été tué », a prétendu le ministère, faisant aussi état d'un blessé dans ses rangs. Il affirme que six assaillants ont été tués.
Cet incident armé intervient après la signature début novembre d'un accord de cessez-le-feu, sous pression de la Russie, pour mettre fin à six semaines de combats pour le contrôle du Nagorny Karabakh entre Azerbaïdjanais et Arméniens. Ce conflit a fait plus de 6 000 morts.

Défaite militairement, l'Arménie a dû rétrocéder d'importants territoires à l'Azerbaïdjan et en a perdu d'autres dans les combats.

La république autoproclamée du Nagorny Karabakh, peuplée presque exclusivement d'Arméniens depuis une première guerre au début des années 1991, a survécu, bien qu'affaiblie.

Le contrôle du respect du cessez-le-feu a été confié à 2 000 soldats de maintien de la paix russes, déployés entre les belligérants. L'un d'entre eux est mort en décembre lors d'une opération de déminage.

par Claire le lundi 28 décembre 2020

---

9. **Les Nouvelles d'Arménie**

28 décembre 2020

Le Catholicos Karékine II de Sainte-Etchmiadzine : l'Eglise arménienne doit exprimer librement son avis

Sa Sainteté Karékine II de Sainte-Etchmiadzine dans un interview après la sainte-messe en l'église Sainte-Gayané (Sourp Gayané) d'Etchmiadzine a affirmé aux journalistes que beaucoup d'enfants du peuple arménien sont arrivés aujourd'hui à la conclusion que l'Eglise apostolique arménienne doit s'exprimer librement. Le Catholicos répondait ainsi à toutes les critiques reçues suite à sa prise de position politique, demandant la démission du Premier ministre arménien Nikol Pachinian.

Prenant à son compte de droit de la pise de position politique, le Catholicos Karékine II d'Etchmiadzine a affirmé *« nous apprécions la position de nos enfants, la fidélité, l'amour et le dévouement envers l'Eglise apostolique arménienne »…*

S.S. Karékine II a affirmé que *« l'Eglise est mobilisée par les intérêts de notre nation, de notre patrie et sur les questions internationales elle exprime sa position et son avis, et cela ne doit pas être critiqué. L'Eglise doit exprimer librement sa position comme tout citoyen, et encore plus l'Eglise ».*

Krikor Amirzayan

par Krikor Amirzayan le lundi 28 décembre 2020

---

10. **Les Nouvelles d'Arménie**

27 décembre 2020

Ce dimanche un mariage arménien a été célébré au monastère de Dadivank (Artsakh)

Aujourd'hui dimanche 27 décembre un mariage arménien a été célébré au monastère de Dadivank dans la région de Karvachar (Kelbadjar) au Haut-Karabagh passé en territoire azéri mais surveillé par les soldats russes chargés de la paix. Information de WarGonzo le site et la chaîne russe. Aram Berdyan originaire de Stepanakert y a épousé lors d'une cérémonie de rite arménien Irina Gabrielyan un arménienne de Martakert.

« Les nouveaux mariés ont remercié les soldats russes chargés du maintien de la paix qui défendent le complexe monastique. Le couple a eu la chance de se marier en ces lieux après les évènements qui se sont déroulés en Artsakh » indique WarGonzo. Rappelons que la région arménienne de Karvachar (Kelbadjar) au nord-ouest du Haut-Karabagh contrôlé par les Arméniens est passée le 25 novembre à l'Azerbaïdjan suite aux accords de cessez-le-feu du 9 novembre. Alors que les Arméniens avaient réussi à maintenir cette région face aux attaque azéries qui avaient été toutes repoussées…

Krikor Amirzayan

---

11. **Les Nouvelles d'Arménie**

28 décembre 2020

L'Azerbaïdjan diffuse de fausses informations liées à des combats entre Arméniens et Azéris au village de Togh dans la région de Hadrout démenties par l'Arménie

Hier soir un certain nombre de médias azéris faisaient état de combats entre soldats Arméniens et Azéris près du village de Togh non loin de Hadrout, ville arménienne au sud-est de l'Artsakh sous occupation azérie depuis la dernière guerre. Ces médias évoquaient des morts et des blessés dans les deux camps. Le ministère arménien de la Défense intervenait aussitôt en affirmant que ces nouvelles étaient fausses et qu'il n'y avait pas de combats à Togh et même ailleurs puisque le cessez-le-feu était respecté sur tout le territoire du Haut-Karabagh. Rappelons que le village de Togh est également sous occupation azérie. Le ministère arménien de la Défense signale une nouvelle fois la désinformation de Bakou et met en garde contre les fausses nouvelles régulièrement diffusées par l'Azerbaïdjan.

Krikor Amirzayan

---

12. **Les Nouvelles d'Arménie**

25 décembre 2020

Le sort de 12 habitations du village arménien de Chournoukh dans la région de Syunik est en

discussion et elles pourraient passer en Azerbaïdjan

Le sort de 12 habitations du village arménien de Chournoukh dans la région de Syunik (sud de l'Arménie) reste incertain. Seule une maison, la dernière proche de la route de Kapan fut confirmé qu'elle resterait en Arménie. Les 12 autres habitations attendent encore la confirmation a indiqué Hakob Arshakyan le maire du village de Chournoukh. *« Le village est séparé en deux parties traversé par une route. La partie se trouvant à l'est en contrebas de la route se trouve selon les Azéris sous leur surveillance »* a indiqué Hakob Arshakyan. Ce dernier a affirmé que les résultats des pourparlers ne sont pas connus. Mais il pense que le sort de ce village est traité au plus haut niveau diplomatique. *« Mais les habitants ne savent pas s'ils vont rester ou vont devoir partir » dit-il et d'ajouter « à l'heure actuelle nous pouvons dire que 11 maisons passeront en Azerbaïdjan, pour le reste les pourparlers sont en cours ».* Près de Chournoukh une maison du village de Vorotan passerait également en Azerbaïdjan.

Krikor Amirzayan

---

13. **Les Nouvelles d'Arménie**

28 décembre 2020

4 prisonniers de guerre Arméniens libérés par l'Azerbaïdjan aujourd'hui sont arrivés en Arménie

Par l'intermédiaire de la Russie et de la Comité de la Croix Rouge internationale, 4 prisonniers de guerre Arméniens détenus par l'Azerbaïdjan furent libérés et transférés en Arménie aujourd'hui a indiqué Tigran Avinyan le vice-Premier ministre sur sa page facebook.
« Les parents ont déjà été informés de leur retour et les soldats libérés se trouvent actuellement sous le contrôle indispensable des médecins et des psychologues qui réalisent leur travail de soutien » a indiqué Tigran Avinyan précisant que « la libération des prisonniers se poursuivra ».
Krikor Amirzayan

14. **Les Nouvelles d'Arménie**

26 décembre 2020

Le Centre de contrôle permanent russo-turc au Haut-Karabagh débutera ses activités en janvier

Le Centre de contrôle permanent russo-turc installé au Haut-Karabagh -mais pas sur la partie habitée par les Arméniens- sera opérationnel dès janvier 2021 a indiqué l'agence de presse officielle russe TASS en se référant aux médias turcs. Signalons que pour des raisons de sécurité bien compréhensibles les soldats Turcs ne seront pas présents sur le territoire du Haut-Karabagh géré par les Arméniens à Stepanakert et les autres localités qui restent toujours aux mains des Arméniens.
Les médias turcs annoncent que pour le fonctionnement de ce Centre de contrôle russo-turc, des militaires Turcs partent en Azerbaïdjan accompagnés par une général. Ils prendront leurs fections dans la partie du Haut-Karabagh occupée par Bakou.

Le 1er décembre les travaux d'installation de ce Centre de contrôle permanent russo-turc sont

terminés. Entre la Russie et la Turquie un accord fut signé à propos de ce Centre de contrôle.
Krikor Amirzayan

---

15. **Facebook- Michel Petrossian**

24 décembre 2020

Joyeux Noël

J'aime l'esprit de Noël, avec tous les rites qui l'accompagnent, même si certains sont artificiellement gonflés par les commerçants qui espèrent se refaire une santé annuelle.
Je ne les juge pas bien sûr – vive le commerce honnête! – mais j'ai toujours trouvé paradoxal de célébrer ainsi, à coup de plats suréminents, les rivières de champagne et des cadeaux coûteux, l'anniversaire de celui qui a dû emprunter une pièce de monnaie pour illustrer la différence entre Dieu et César, et qui avait marqué les esprits par la vigueur particulière avec laquelle il avait chassé les marchands du temple.
Mais ces retrouvailles familiales ou amicales, qui tirent le meilleur de nous, la lumière au milieu du solstice d'hiver, les parfums de l'enfance et une trêve tacite emprunte de douceur participent d'une joie collective autorisée, d'un temps de sourire commun. Nous en manquons cruellement pour ne pas l'apprécier.
Cependant pour moi, Noël c'est avant tout l'anniversaire de Jésus-Christ.
Tous les rapports au monde sont basés sur la domination, qui se manifeste d'une manière ou d'une autre. Pour tenir, il vous faut avoir quelque chose à offrir.
Une beauté. Une intelligence. Une compétence. De l'argent, des biens, des armes. Quelque chose qui vous autorise à exister.
La venue de Jésus-Christ au monde abolit cette évidence.
Noël affirme la valeur intrinsèque de la vie, qui ne peut jamais être réduite à une valeur marchande.
Pour les chrétiens, Jésus-Christ, "existant en forme de Dieu, n'a pas considéré son égalité avec Dieu comme une proie à arracher, mais il s'est dépouillé lui-même, en acceptant la condition d'un esclave". Nul besoin d'être croyant pour saisir cette idée révolutionnaire, folle: se dépouiller de ses privilèges pour enrichir les autres, se mettre à niveau non pas de manière forcée mais volontaire. Et le mobile n'est pas une transaction commerciale entre des gens avisés, mais une initiative unilatérale qui trouve sa source dans un amour inconditionnel de l'humanité.
Jésus-Christ n'entre pas dans le monde comme un général militaire tonitruant, il peine même à y entrer : "Il n'y avait pas de place pour eux dans l'hôtellerie".
Sur cette image, un petit sapin de Noël en carton.
Je l'ai ramassé dans une école maternelle à Stépanakert, en Karabakh, où les enfants de 4-5 ans l'avaient découpé et colorié, avant de fuir les bombardements qui ont écrasé leur école.
Au milieu des fenêtres explosées, des murs troués, ce petit sapin m'est apparu comme le symbole de la fragilité au sein d'un monde de la puissance.

Comme celle d'un enfant de Bethléhem venu au sein d'un monde hostile et menaçant à chaque instant.

…